

Table des matières

Sommaire.....	5
Préface.....	7
Avant-propos.....	11
Table des abréviations.....	13
Introduction.....	19
 PARTIE I.	
PRINCIPAUX RISQUES APPRÉHENDÉS PAR LA COMPLIANCE FINANCIÈRE...	21
 Chapitre I.	
Compliance financière : fondements, finalités et champs d'application.....	23
I. Thèmes les plus abordés dans la compliance	26
A. Lutte contre le blanchiment d'argent (LCB).....	26
B. Financement du terrorisme	28
C. Fraude fiscale.....	31
D. Corruption	32
II. Piliers d'un dispositif de conformité	34
A. Identification des risques : la cartographie	34
B. Classification des risques.....	37
C. Catégorisation du profil de risque	39

D.	Outils opérationnels de la compliance financière	45
1.	<i>Know Your Customer (KYC)</i>	45
2.	Identification et vérification du bénéficiaire effectif (BE)	48
3.	Communications systématiques d'informations (COSI)	51
4.	Déclaration de soupçon (DS)	53
5.	Conservation et archivage	56
E.	Conditions d'efficacité du dispositif	57
1.	Obligation de formation	57
2.	Questionnaire de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (QLB)	59
III.	Modèle ternaire classique	59
IV.	Coût du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme	63
V.	Fraude documentaire	65

Chapitre II.

Institutions chargées de LCB-FT

I.	Institutions internationales	69
A.	Groupe d'action financière (GAFI)	69
B.	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	72
C.	Organisation internationale de police criminelle (OIPC)	72
D.	G20	76
E.	Comité de Bâle sur le contrôle bancaire	78
F.	Groupe Egmont	79
G.	Groupe Wolfsberg	80
H.	Banque mondiale (BM)	80
II.	Institutions européennes	82
A.	Office européen de police (Europol)	82
B.	Parquet européen	83
C.	Office européen de lutte antifraude (OLAF)	85
D.	Banque centrale européenne (BCE)	85
E.	Eurojust	86
F.	Autorité bancaire européenne (ABE)	87
G.	Moneyval	88

H.	Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA)	89
I.	Groupe d'États contre la corruption (GRECO)	91
III.	Institutions nationales en France	94
A.	Parquet national antiterroriste (PNAT)	94
B.	Parquet national financier (PNF)	96
C.	Direction nationale de la police judiciaire (DNPJ)	98
D.	Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins (Tracfin)	99
E.	Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	101
F.	Agence française anticorruption (AFA)	101
G.	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	102
H.	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	103
I.	Autorité des marchés financiers (AMF)	105
J.	Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP)	106
K.	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	108
L.	Direction générale du Trésor (DGT)	112
M.	Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (COLB)	114
N.	Parquet national anticriminalité organisée (Pnaco)	114
O.	Parquet national antiterroriste (PNAT)	115
P.	Comité consultatif du secteur financier (CCSF)	115
Q.	Groupes interministériels de recherches (GIR)	116
IV.	Organisations non gouvernementales	117
A.	<i>International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ)</i>	117
B.	<i>Tax Justice Network (TJN)</i>	117
C.	<i>Oxford Committee for Famine Relief (Oxfam)</i>	117
D.	<i>Insight Crime</i>	118
E.	<i>Global Witness</i>	118
F.	<i>Transparency International</i>	119
G.	Institut de Bâle	120
	Conclusion intermédiaire	123

PARTIE II. CADRE NORMATIF 125

Chapitre I. Cadre normatif international..... 127

I.	Quarante recommandations du GAFI	127
II.	<i>Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)</i>	130
III.	<i>Automatic Exchange of Information (AEOI)</i>	133
IV.	<i>Foreign Corrupt Practices Act (FCPA)</i>	136
V.	<i>Foreign Extortion Prevention Act (FEPA)</i>	138
VI.	<i>UK Bribery Act</i>	140
VII.	<i>Anti Unfair Competition Law</i>	141

Chapitre II. Cadre normatif européen..... 143

I.	Première directive	143
II.	Deuxième directive	144
III.	Troisième directive	144
IV.	Quatrième directive	145
V.	Cinquième directive	145
VI.	Sixième directive	146

Chapitre III. Cadre normatif français..... 149

I.	Loi n° 87-1157 du 31 décembre 1987 relative à la lutte contre le trafic de stupéfiants	149
II.	Décret du 9 mai 1990	149

III.	Loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants.....	150
IV.	Circulaire du garde des Sceaux, ministre de la Justice, du 28 septembre 1990 : les professions concernées par la déclaration de certitude sont définies.....	150
V.	Loi du 29 janvier 1993 : la loi s'étend à toutes actions criminelles.....	151
VI.	Loi du 13 mai 1996 : le délit de blanchiment d'argent est défini.....	151
VII.	Lois du 11 février et 9 mars 2004	151
VIII.	Commission des sanctions de l'ACPR, 27 novembre 2012, procédure 2011-03	152
IX.	Loi du 6 décembre 2013	153
X.	Loi Sapin II	153
XI.	Loi du 23 octobre 2018.....	157
XII.	Loi Pacte ou « Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises » du 22 mai 2019..	157
XIII.	Ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020	158
XIV.	Arrêté du 6 janvier 2021.....	160
XV.	Loi du 21 mars 2022 améliorant la protection des lanceurs d'alerte.....	160
XVI.	Arrêté du 17 mars 2023	161
XVII.	Arrêt du 19 juin 2024.....	162
XVIII.	Lignes directrices conjointes ACPR-Tracfin d'avril 2025 relatives aux obligations de vigilance sur les opérations et aux obligations de déclaration et d'information à Tracfin.....	163
XIX.	Loi du 13 juin 2025	165

XX. Portée de la décision du 13 mars 2026	167
Conclusion intermédiaire	169

PARTIE III. TECHNIQUES UTILISÉES

171

Chapitre I. Techniques utilisées pour le blanchiment des capitaux.....

173

I. Techniques artisanales	174
A. Actions au porteur	174
B. Fausse vente aux enchères	174
C. Fausses factures	175
D. Métaux précieux.....	175
E. Prêt adossé.....	177
F. Passeport et visa doré.....	178
G. Hawala	181
H. Secteur immobilier.....	182
I. Sociétés <i>offshore</i>	185
J. Trusts	186
K. Fourmis japonaises.....	187
L. Dérivés de produits d'assurance.....	187
M. <i>Trade-based Money Laundering (TBML)</i>	190
N. Sociétés-écrans.....	191
O. Faux gains de jeux.....	191
P. Crédit à la consommation.....	192
Q. <i>Yachting</i>	193
II. Techniques financières	198
A. Montages <i>leveraged buy-out (LBO)</i>	198
B. Délit d'initié.....	198
C. Manipulation de marché.....	199
D. <i>Swap</i>	200

Chapitre II. Lutte contre le financement du terrorisme

I.	Donations privées	203
II.	Produits issus du commerce	204
III.	Rançons	205
IV.	Fiscalité des routes	206
V.	Art	206
VI.	Métaux précieux	211
VII.	OBNL	212
VIII.	Utilisation des nouveaux produits et moyens de paiement	213
IX.	Microfinancement	214
X.	Trafic d'êtres humains	216

Chapitre III. Cryptomonnaies et risques associés

I.	Principales caractéristiques	221
II.	Fraude dans l'histoire des cryptomonnaies	224
III.	Cryptomonnaies et blanchiment d'argent	226
IV.	Techniques utilisées	227
	A. Conversions des cryptoactifs en actifs pratiques tels que des cartes-cadeaux électroniques, des bons d'achat et des cartes prépayées	227
	B. Mixeur	228
	C. <i>Peel chain</i>	229
	D. <i>Chain swap</i>	230
	E. <i>Privacy coins</i> et <i>anonymity enhanced cryptocurrencies</i>	230
	F. Absence de déclaration des comptes de cryptomonnaies	231
V.	Cadre juridique	231

A. Vision du GAFI.....	231
B. La <i>hard law</i>	232
Conclusion intermédiaire	239

PARTIE IV. « COMPLIANCE AUGMENTÉE » : UN SECTEUR D'AVENIR..... 241

Chapitre I. Introduction à l'Intelligence artificielle (IA) ... 243

I. Histoire de l'IA.....	243
II. Définition d'IA.....	244
III. Différents types d'IA.....	245
A. <i>Machine learning</i> ou apprentissage automatique.....	245
B. <i>Deep learning</i> ou imitation du cerveau.....	246
C. RPA vs IPA	247
D. IA générative.....	248

Chapitre II. Apport des nouvelles technologies à la LCB-FT 253

I. Lutte contre le blanchiment d'argent.....	253
II. Sanctions/embargos.....	257
III. Lutte contre le financement du terrorisme : la détection des « signaux faibles ».....	259
IV. Abus de marché.....	260
V. Informatique quantique.....	261
VI. Mélange de deux cultures	264

Chapitre III.	
Apport des nouvelles technologies à la lutte contre la fraude fiscale.....	
I.	<i>Big Data</i> et IA à la DGFIP.....
II.	Utilisations de l'IA dans l'administration fiscale française.....
III.	Entraîner l'outil d'IA.....
IV.	Nouvelles technologies et recouvrement fiscal
Chapitre IV.	
Apport des nouvelles technologies à la lutte contre la corruption	
I.	Architecture normative du règlement européen sur l'intelligence artificielle
II.	IA au service de la lutte contre la corruption.....
III.	IA et corruption : entre bénéfices et dérives.....
IV.	IA : des limites à maîtriser.....
Conclusion intermédiaire	
Conclusion générale.....	
Postface.....	
Bibliographie.....	
Glossaire	
Les dates à retenir.....	
Remerciements.....	